

# LA LUTTE S'AMPLIFIE

## POUR LE RETRAIT DE LA LOI EL-KHOMRI

### PÉNURIE DE CARBURANT



► Grèves, blocages, actions... la mobilisation contre la loi Travail s'amplifie. Le PCF est solidaire de toutes ces initiatives. Les parlementaires du Front de gauche ne lâchent rien pour obtenir le retrait du projet de loi.

► Une manifestation nationale aura lieu le 14 juin à Paris. Le gouvernement doit se rendre à la raison et écouter l'opinion des citoyennes et citoyens



## RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI

### Appel à la mobilisation du Parti communiste français

La mobilisation contre la loi El Khomri s'amplifie : blocage des raffineries, grève à la SNCF, à La Poste, à la RATP, chez les routiers, des actions locales, dans des universités, dans des entreprises... Plusieurs manifestations et actions se préparent dans les jours et semaines qui viennent. Le Parti communiste soutient toutes les initiatives, toutes les grèves de branches, de secteurs, locales qui voient le jour.

Refusant de céder à l'intimidation, il faut d'urgence que les hommes et les femmes qui se reconnaissent dans les combats de la gauche se rassemblent pour tracer une autre perspective.

Après le passage en force en première lecture à l'Assemblée nationale, le texte va passer au Sénat le 13 juin. L'ambition de la majorité de droite est de durcir encore le projet de loi en renforçant son caractère libéral, anti-

social, pour essayer de le faire adopter en deuxième lecture à l'Assemblée nationale.

**Pour contrer ce scénario, les mobilisations et les grèves doivent s'élargir encore pour le retrait du texte, et pour censurer le gouvernement s'il tente encore une fois de passer en force.**

Face au bras de fer qui est engagé, nous soutenons la Manifestation nationale du mardi 14 juin à Paris. **Réussir le 14 juin, c'est donner du poids aux exigences et aux revendications populaires** et de la voix aux parlementaires communistes et du Front de gauche à l'Assemblée nationale et au Sénat qui ne lâchent rien pour obtenir le retrait du projet de loi.

**D'ici là, informons-nous, participons** nombreux à la votation proposée par les organisations de jeunesse ainsi qu'aux différentes initiatives, manifestations et rassemblements.

## La France ne va pas mieux, 70 % de la population ne veut pas de la Loi travail.

L'exécutif est responsable du blocage: cette loi n'a pas de majorité à l'assemblée nationale... et elle n'était pas dans le programme du candidat Hollande !

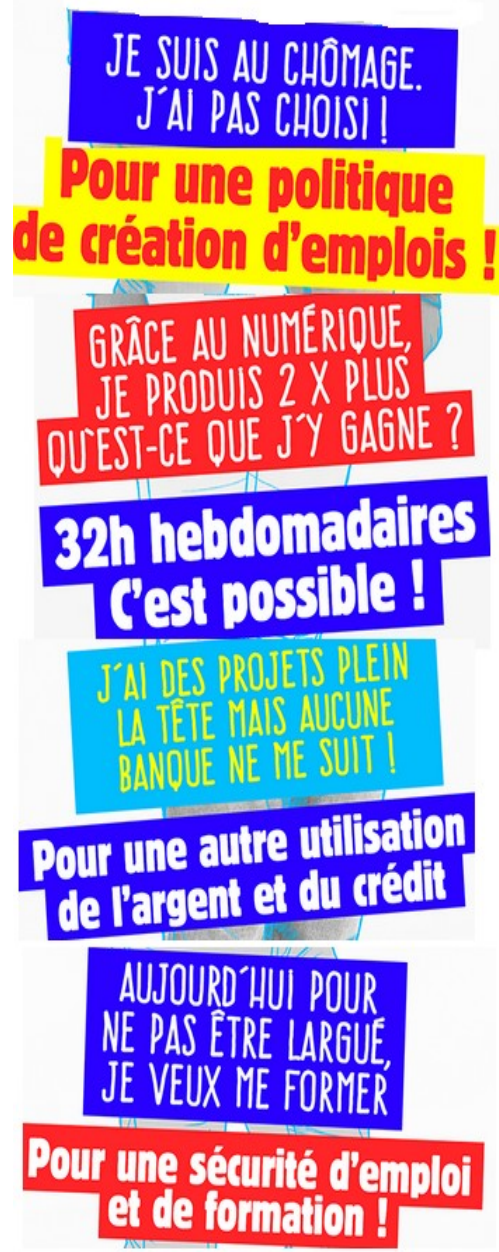
**François Hollande et le gouvernement Valls arrivent aujourd'hui au bout d'une stratégie sans issue.** Imperturbable, de mois en mois, le gouvernement continue à creuser le sillon qui aggrave le chômage, les inégalités, la désindustrialisation de notre pays... Quand des résistances se manifestent, l'action syndicale est criminalisée. Un seul dogme dirige l'action gouvernementale : **peser sur le coût du travail.**

**Depuis des mois,** la panoplie s'enrichit de mesures qui toutes visent à exonérer les patrons de cotisations sociales, à réorganiser la vie de l'entreprise pour dédouaner les employeurs de leurs responsabilités, à diminuer les aides sociales, à limiter les droits des salariés.

**L'argent public est versé sans contrepartie et sans contrôle.** Au titre du Pacte de responsabilité, le Gouvernement met 41 milliards d'euros sur la table pour alléger les « charges patronales » dont plus de 18 milliards au titre du CICE, sans que cette mesure permette de réduire le nombre de chômeurs.

**Parce que les salariés, avec ou sans emploi, seraient donc les responsables de l'enlisement de l'économie française,** un nouveau tour de vis se prépare : le dépeçage du code du travail. Sous couvert de simplification, c'est une régression terrible des droits des salariés : renforcement de la flexibilité, opération de contournement des syndicats, limitation des indemnités de licenciement, diminution du paiement des heures supplémentaires et, comme principe général libérant l'action patronale, la notion de « bon fonctionnement de l'entreprise » qui place l'intérêt de l'entreprise au-dessus des droits de la personne humaine.

**Sous couvert de privilégier la négociation** c'est la porte ouverte à la loi du plus fort au niveau de chaque entreprise, au dumping social, la remise en cause de l'existence "d'un commun" qui a été conquis par les luttes sociales des travailleurs. Les communistes affirment qu'au lieu de courir après la compétitivité et la concurrence à tout prix, **il faut privilégier la coopération et ouvrir grandes les vannes de la démocratie, même et surtout dans l'entreprise.**



<https://pcf-noisiel-lognes.org/>

**Vous voulez être entendus.** Comme nous, vous en avez assez de voir la parole populaire méprisée, ignorée, trahie. **Le PCF lance une grande consultation citoyenne** pour débloquer la situation, faire émerger les exigences populaires, ouvrir des solutions face à la crise.

**Nous avons tous un bout de la solution. Vos exigences, exprimées et rassemblées doivent former un mandat populaire à rendre incontournable.**

**Donc, à vous d'écrire la politique, à vous la parole !** Le questionnaire, proposé par les militants à 500 000 personnes dans le pays est un point de départ. Vos réponses seront synthétisées au niveau national et rendues publiques.

Vous pouvez aussi remplir le questionnaire directement par internet sur le site [www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr](http://www.lagrandeconsultationcitoyenne.fr)

**ZERO CHOMAGE, POUR UNE SOCIETE DU PARTAGE**